

CORRIDA

À Dax, un "toro" gracié pour sa bravoure dans l'arène

Il s'appelle Lebrero, pèse 490 kilos et entre dans la catégorie très rare des "toros" graciés après leur passage dans l'arène. Dimanche, à la feria de Dax (Landes), le très jeune matador Ginés Marín, 21 ans, a procédé à une mise à mort fictive, sous la pression du public et du jury, de cet adversaire « valeureux et noble » qu'il a toréé avec sa cape rouge. C'est seulement la deuxième fois qu'un "toro" ressort sur quatre pattes des très exigeantes arènes de la cité thermale où quelque 800 000 personnes participent aux festivités du 11 au 15 août.

CINÉMA

Jean-Paul Belmondo a « envie de tourner »

L'acteur Jean-Paul Belmondo, en vacances en Haute-Corse, a confié hier à Corse-Matin avoir encore « envie de tourner ». « Pour le moment, je ne fais pas de film, ce n'est pas encore tout à fait au point. Je réfléchis aussi à d'autres propositions, j'espère qu'on m'en fera également d'intéressantes », a déclaré l'acteur de 85 ans. « J'ai envie de tourner, en fait, la passion me m'a jamais quitté, mais j'ai aussi envie que les choses soient bien faites. J'ai confiance en l'avenir », a ajouté "Bébel".



ANIMAUX

Un chien sauve une famille indienne des inondations

Une famille a échappé de peu à la mort grâce à son chien qui l'a réveillé en aboyant, juste avant qu'un glissement de terrain ne détruise leur maison dans l'État indien de Karala frappé par les inondations (39 morts), ont rapporté les médias locaux hier. « Nous avons réalisé que quelque chose n'allait pas. Je suis allée dehors pour voir et nous avons dû nous précipiter hors de la maison », a raconté Mohanani P. à la télé indienne. À peine sortie, la famille a vu son domicile détruit par le glissement de terrain.

FRANCE-MONDE

BOURSE | Glyphosate/Roundup

Procès Monsanto : tempête sur Bayer

Violamment attaqué en Bourse hier, l'allemand Bayer a souffert de la condamnation infligée outre-Atlantique au géant Monsanto, que le groupe pharmaceutique vient d'acquiescer.



Le groupe pharmaceutique allemand avait racheté Monsanto pour 63 milliards de dollars en juin. Photo PATRICK STOLLARZ/APP

Le titre Bayer dégringolait à la mi-journée de plus de 12 % à la Bourse de Francfort, à 81,79 euros, et voyait plus de 11 milliards d'euros de sa capitalisation partir en fumée.

Un tribunal de San Francisco a condamné vendredi Monsanto à payer 289 millions de dollars d'indemnités à un jardinier américain, Deweyne Johnson, atteint d'un cancer, pour ne pas avoir informé de la dangerosité de son herbicide au glyphosate.

Le groupe américain a immédiatement annoncé son intention de faire appel et Bayer, qui a bouclé début juin le rachat de Monsanto pour 63 milliards de dollars, a défendu samedi l'innocuité du glyphosate, estimant que d'autres tribunaux pourraient « aboutir à des conclusions différentes ».

Des investisseurs inquiets

Mais cette condamnation n'a nullement rassuré les investisseurs, inquiets de l'impact sur les comptes de Bayer des milliers de procédures visant Monsanto aux États-Unis, à des degrés divers d'avancement.

« Si chaque procès perdu coûte un quart de milliard de dollars, il n'en faut pas beaucoup pour que ça devienne assez cher », souligne Michael Leacock, analyste chez MainFirst.

Selon lui, la facture « pourrait facilement atteindre 10 mil-

liards de dollars » pour le nouveau mastodonte de l'agrochimie, en intégrant de possibles accords à l'amiable avec un grand nombre de requérants.

La banque Berenberg parvient, elle, à un chiffre inférieur de moitié, soit 5 milliards de dollars, sur la foi de litiges passés impliquant le laboratoire Merck, pour son anti-inflammatoire Vioxx, et même Bayer, attaqué pour son anticholestérol Baycol.

Outre le risque juridique direct, le nouvel ensemble doit affronter l'incertitude sur l'avenir commercial de ce produit vedette, vendu depuis 1976 sous la marque Roundup. Bayer a certes annoncé au printemps la disparition du son sulfureux de Monsanto, déformé en « Monsanto » ou « Mutanto » par ses détracteurs, dès qu'il aura formellement intégré la firme de Saint-Louis.

Mais cette annonce de pure forme, puisque Bayer commercialise à l'identique les sémences et produits phytosanitaires de sa cible, ne soûle en rien le passif judiciaire de Monsanto ni les controverses qu'il entourent.

ÉDUCATION | Orientation des étudiants

Parcoursup : le flou subsiste encore

Le gouvernement est encore officiellement en vacances mais l'heure de la rentrée a déjà sonné pour la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal. Parcoursup, la nouvelle plateforme d'orientation qui doit orienter les bacheliers vers les études supérieures laisse pour l'instant plus de 66 000 candidats dans le flou, aussi elle a pris la parole pour désamorcer les polémiques et rassurer étudiants et familles. « Oui, tout le monde aura une proposition à la rentrée, absolument, et ça, c'est un engagement », a-t-elle assuré hier matin au micro de RTL, soulignant que parmi les 66 000, 16 000 étaient réellement actifs.

Alors que l'ancien système, Admission post-bac (APB) demandait aux futurs étudiants d'ordonner leurs vœux d'orientation en amont du bac le nouveau leur laisse la possibilité d'effectuer leur choix après, une fois qu'ils savent dans quelles filières ils ont été admis. Cela en-

gendre de longues listes d'attentes : elles avancent lentement pour l'instant au fur et à mesure que les étudiants retenus dans plusieurs établissements choisissent les cases.

Du mieux à partir du 27 août ?

Le ministère mise cependant sur l'appel d'air qui sera créé par la clôture le 27 août des inscriptions pour toutes les formations qui font leur rentrée le 3 septembre : les candidats intéressés devront alors formaliser leur inscription et renoncer définitivement à leurs autres vœux, libérant ainsi beaucoup de places. Avant cela Frédérique Vidal recevra le 22 août les recteurs, « pour faire déjà un point intermédiaire », a-t-elle indiqué. « Il faudra probablement qu'on indique mieux les choses en termes d'attente. Il faudra peut-être qu'on travaille sur les délais de réponse », concède tout de même la ministre, qui promet de dresser le bilan à la rentrée.

ÉCONOMIE | Effondrement de la livre turque, nuages noirs sur la consommation

Cette guerre commerciale qui menace la croissance

Après la Chine, le Canada ou l'Europe, c'est au tour de la Turquie de subir les foudres protectionnistes de Donald Trump. L'offensive du président américain met sous pression les pays émergents et toute l'économie mondiale.

C'était il y a deux ans. Le 28 juin 2016, devant un parterre d'ouvriers d'une usine de recyclage d'aluminium de la banlieue de Pittsburgh (Pennsylvanie), Donald Trump, casquette « Make America Great Again » vissée sur le crâne, déclarait la guerre au libre-échange. « La vague de mondialisation a anéanti notre classe moyenne. Elle ne doit pas nécessairement se dérouler comme cela », lançait l'icône candidate républicain, alors en campagne. L'offensive promise à ses électeurs par l'ancien magnat de l'immobilier aura attendu sa deuxième année de mandat mais ses flots successifs menacent désormais de saper la croissance mondiale.

Ces derniers jours, le cyclone a atteint la Turquie. La hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique, boostés par la bonne conjoncture économique, avait dès le début de l'année lancé la fuite des capitaux hors du pays. Les sanctions de Trump con-

tre Ankara et le doublement des droits de douane la semaine passée ont achevé de précipiter la crise et de déteindre sur les autres économies émergentes : la livre turque est en déroute, le rand sud-africain et le peso argentin reculent, l'Indonésie et les Philippines commencent à trembler.

« En train de détruire la croissance économique »

Tandis que les marchés agissent, l'Europe craint à son tour d'être frappée par la houle : la Banque centrale européenne redoute en particulier l'exposition de certaines banques du continent, dont BNP Paribas, à la monnaie turque. « La guerre commerciale est en train de ralentir et de détruire la croissance économique », a lancé ce week-end, dans une interview à *Bild*, le ministre de l'Économie allemand, Peter Altmeppen, et à travers lui, Angela Merkel. D'autant que le « front » principal de Trump est plus à l'est. Dans une étude sur les effets des premières mesures protectionnistes dans le secteur de l'aluminium et de l'acier, le Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) chiffrait à quatre milliards de dollars le rafraîchissement entre alliés occidentaux. Le conflit entre la Chine et les États-Unis pourrait, lui, coûter la baga-



Les États-Unis de Donald Trump multiplient les barrières douanières depuis le début de l'année. Photo KARIM SAHBAFF

telle de 25 milliards de dollars pour chacun des deux protagonistes... Déjà, la presse officielle chinoise prépare la population « au vent et à la pluie », et le FMI prévoit une réduction du PIB mondial de 400 milliards de dollars d'ici 2020.

Le consommateur américain paiera la facture

Les États-Unis, au centre des représailles, pourraient être les premiers à en pâtir avec des entreprises obligées de payer à la fois les taxes américaines intégrées aux importations et les mesures de

rétorsion des autres États – et des consommateurs contraints de régler la note. « Nous avons dû répercuter une hausse des prix des canettes chez nos partenaires de l'industrie de l'emballage », a déjà annoncé Coca-Cola, tandis que Hasbro évoque des jouets plus chers pour Noël. De son côté, l'entreprise qui importe les fameuses casquettes de Trump et les fait broder songe à les faire produire aux États-Unis : leur prix de vente pourrait grimper de 12 à 20 dollars...

LE CHIFFRE

-1,2 %

Les investisseurs continuent de s'inquiéter d'une possible contagion de la crise de la livre turque aux banques européennes. Après avoir chuté vendredi, les actions des principaux établissements français ont à nouveau reculé en Bourse hier : -1,2 % pour le Crédit Agricole, -1,05 % pour BNP Paribas, -1 % pour la Société générale.

Alexis BOYER

La Turquie « punie » pour un pasteur

La Turquie, plongée dans une crise monétaire, a dû annoncer hier des mesures d'urgence pour soutenir la livre. La crise, latente depuis des semaines, a éclaté vendredi après l'annonce du doublement des tarifs douaniers des États-Unis sur l'acier et l'aluminium importés de Tur-

quie. Donald Trump réagissait ainsi à la décision du président Recep Tayyip Erdogan de maintenir en détention préventive le pasteur américain Andrew Brunson, accusé de complicité avec ses deux ennemis jurés : les Kurdes du PKK et le prédateur Fethullah Gülen, réfugié aux États-

Unis. « C'est une honte totale que la Turquie ne veuille pas libérer un pasteur américain respecté », a tweeté le président américain, avant d'ouvrir le front commercial. Ces mesures ont suffi à rompre l'équilibre fragile d'une économie turque déjà malmenée par la politique d'Erdogan.

L'Europe se divise



Jean-Claude Juncker et Donald Trump à la Maison Blanche. Photo LOEB/AFP

Si Donald Trump avait déjà gagné la guerre ? Il a en tout cas remporté une bataille, en parvenant à diviser l'Union européenne. Tout a commencé le 25 juillet par des cris de victoire du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker : il annonçait après sa rencontre avec Donald Trump que les États-Unis renonceraient à taxer les voitures européennes. Réjouissance immédiate en Allemagne, première exportatrice de voitures aux États-Unis, confirmée dimanche encore par le ministre de l'Économie.

L'euphorie n'a pas duré, et c'est la France qui l'a brisée. Elle a rappelé que la menace de taxer les voitures n'était que suspendue, liée à l'ouverture de négociations sur un nouvel accord de libre-échange. « Une bonne discussion commerciale ne peut se faire [...] en aucun cas sous la menace », a cligné l'œil Emmanuel Macron. Elle s'inquiète aussi de l'inclusion de l'agriculture dans les discussions : elle n'y est pas, jure Jean-Claude Juncker, l'Europe va acheter notre soja, contredit Donald Trump... Pour Sébastien Jean, directeur général du CEPii, pas de doute : en acceptant d'ouvrir des discussions sans avoir obtenu la levée des taxes sur l'acier et l'aluminium, « l'Union européenne subit une défaite morale ».

Le Chinois Xi Jinping réunit également très bien à diviser l'Union. En décembre dernier, Emmanuel Macron avait dû revoir à la baisse son ambition sur le dispositif anti-dumping (en clair : anti-chinois), devant l'opposition des Pays-Bas et des pays nordiques. L'enjeu est économique, et politique. Le sujet sera sans doute au premier plan de la campagne des élections européennes.

F.B.

QUESTIONS À...

Laurence Nayman
Économiste (CEPII)

« Derrière, une guerre financière »

→ **La guerre commerciale peut-elle « détruire la croissance » ?**
Nous verrons, mais une chose est sûre et l'Histoire nous l'enseigne : les guerres économiques détruisent de la croissance.

→ **Mais que veut Donald Trump ?**
Les États-Unis mènent une guerre commerciale, qui se double d'une guerre financière. Car Trump a deux obsessions. La première est de centraliser aux États-Unis la production des biens, voitures ou autres. Et même cette guerre commerciale aussi contre les multinationales américaines qui produisent en Chine ou au Mexique. La seconde obsession est financière : il veut conserver ou rapatrier le maximum de capitaux aux États-Unis. On a parlé du record de capitalisation boursière d'Apple, mais l'entreprise détient également énormément de cash placé en dehors des États-Unis. C'est pour que les multinationales américaines rapatrient leurs profits des paradis fiscaux ou

d'Irlande que l'administration Trump a réformé la fiscalité sur les bénéfices des entreprises. L'objectif est de conserver un taux de croissance élevé.

→ **Et ça marche : 4 % de rythme de croissance...**
Oui, pour l'instant, ça marche, mais sans qu'on puisse déterminer la part due à la politique de Trump.

→ **Quel rôle joue le dollar dans cette guerre ?**
Le dollar est un moyen de coercition vis-à-vis des partenaires commerciaux. Car le dollar reste la valeur refuge du monde : il compte encore pour 63 % des réserves de change, contre 20 % pour l'euro. Et les États-Unis ont besoin que cela reste comme ça, afin de financer l'énorme déficit de leur balance courante. Ils peuvent donc à tout moment faire pression sur les pays où les gens sont très endettés en dollars, comme c'est le cas en Turquie.

Recueilli par Francis BROCHET